

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

### L'ACCORD COMMERCIAL CANADO-AMÉRICAIN—LES RÉPERCUSSIONS SUR LE SECTEUR ÉNERGÉTIQUE

**M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway):** Monsieur le Président, je vais aborder la question du libre-échange sous l'angle de l'énergie. Il y a environ un an et demi, j'ai prédit à la Chambre que nous aurions sous peu une politique énergétique à l'échelle du continent. Le premier ministre (M. Mulroney) vient justement de nous la donner avec son accord de libre-échange. Désormais, nous serons légalement tenus de partager nos ressources énergétiques avec les Américains.

Certains irritants empêchent nos ressources de déboucher facilement sur le marché américain de l'énergie, mais celui-ci nous sera toujours accessible parce que les États-Unis auront besoin de notre pétrole, de notre gaz naturel et de notre électricité lorsque la pénurie se fera sentir dans les années 90. Or, nous venons de jeter notre carte maîtresse en renonçant au contrôle de notre énergie grâce auquel nous aurions pu diversifier l'économie de l'ouest du Canada.

Je n'en reviens pas de l'hypocrisie manifestée par l'ancien premier ministre, M. Lougheed, et des hommes d'affaires de sa trempe qui préfèrent soumettre notre politique énergétique aux lois du marché américain plutôt que de la confier à ces gens de l'Est, ces gros méchants qui dirigent le gouvernement canadien. Il existe un mot pour cela, celui de «traîtres».

**Des voix:** Oh, oh!

\* \* \*

[Français]

## LES PERSONNES ÂGÉES

### LA PERFORMANCE DU GOUVERNEMENT

**M. Marcel R. Tremblay (Québec-Est):** Monsieur le Président, j'ai le plaisir d'être le représentant fédéral d'une circonscription électorale qui regroupe une forte proportion de personnes âgées très dynamiques. Ce dynamisme est retrouvé dans des centaines de projets et d'activités communautaires organisés par les personnes de l'Âge d'or de ma circonscription.

Afin d'assurer la réalisation de ces activités, le gouvernement fédéral a investi, de septembre 1984 à septembre 1987, 128 402 \$ dans la circonscription de Québec-Est, par l'entremise du programme Nouveaux horizons. Ces encouragements, monsieur le Président, démontrent notre appui concret à l'amélioration de la vie quotidienne de nos aînés. Qui plus est, mes rencontres répétées au sein de divers groupes de l'Âge d'or dans ma circonscription me permettent de constater que ces fonds sont bien placés et bien gérés pour faire en sorte que ces projets ou activités soient des réussites. Ces préoccupations et ce vouloir de venir en aide aux personnes âgées est la preuve que le gouvernement Brian Mulroney est bien au fait de leur situation sociale et qu'il met beaucoup d'efforts pour l'enrichir.

Par la nomination de l'honorable George Hees en tant que ministre d'État (Troisième âge) l'été dernier et le versement d'argent par le biais de programmes tels Nouveaux horizons, le gouvernement progressiste conservateur démontre qu'il accorde une haute priorité aux personnes âgées partout au Canada.

## Questions orales

[Traduction]

## LES FINANCES

### L'ADMISSIBILITÉ DE SECTEURS DU NORD-OUEST DE LA SASKATCHEWAN AU STATUT FISCAL DE RÉGION SEPTENTRIONALE

**M. John Gormley (The Battlefords—Meadow Lake):** Monsieur le Président, je tiens à informer les députés d'une décision qu'a prise cette semaine le ministre des Finances (M. Wilson) et qui permet de cerner plus précisément les lieux admissibles au statut fiscal de région septentrionale ou éloignée. Après des mois de réunions, de négociations et de présentation de pétitions et de lettres au nom de mes électeurs à ce sujet, je suis ravi d'apprendre que certains endroits du nord-ouest de la Saskatchewan seront désormais admissibles au statut fiscal de région septentrionale. Ces endroits comprennent Meadow Lake, la municipalité rurale de Meadow Lake, Makwa, Loon Lake, Dorintosh et Rapid View.

Ce statut fiscal signifie que, à partir de l'année d'imposition 1987, les Canadiens qui habitent ces endroits vont pouvoir réclamer une exemption fiscale spéciale pouvant atteindre 20 p. 100 de leur revenu net jusqu'à concurrence de 5 400 \$. Il est encourageant de voir que le ministre des Finances et ses collaborateurs reconnaissent que des frais additionnels sont effectivement associés avec le fait de vivre et de travailler dans le Nord. Au nom de tous mes électeurs, je remercie le ministre et tous les citoyens des collectivités intéressées pour leur diligence et leur persévérance en la matière.

Joyeux Noël, Mike!

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

## LA SANTÉ

### LES MOULES TOXIQUES—LA DATE ET L'HEURE OÙ LES TESTS ONT COMMENCÉ

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, en l'absence du premier ministre, je vais poser ma question au vice-premier ministre.

Hier, le premier ministre a dit à la Chambre que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social avait constamment donné tous les faits à la Chambre et que sa version des faits n'avait pas été contredite ni par lui-même ni par quiconque. Le premier ministre a parlé à tort et à travers. Le mardi 8 décembre, le ministre a dit ceci à la Chambre:

Le D<sup>r</sup> Todd a reçu les échantillons de l'Île-du-Prince-Édouard à 20 h 15 et a entrepris les tests le soir même, c'est-à-dire samedi soir.

Le vice-premier ministre peut-il nous expliquer pourquoi le ministre a dit cela, puisque aucun test en laboratoire n'a été fait à Ottawa cette fin de semaine là?

Hier, un journaliste a posé la question suivante au D<sup>r</sup> Les Elliott, qui est directeur des opérations régionales au ministère de la Santé:

Vous n'étiez pas ici, il n'y avait personne dans les bureaux samedi et dimanche pour faire des tests en laboratoire?

Le D<sup>r</sup> Elliott a répondu: